

Règlement de Recours du RME

1. Généralités

Le présent Règlement de Recours (RR) fait partie intégrante des Conditions Générales (CG) du Registre de Médecine Empirique (RME).

La relation entre le thérapeute et le RME relève du droit privé. Le RME met librement à la disposition du thérapeute une procédure interne, pour l'examen d'une décision. La procédure de recours selon ce Règlement de Recours ne consiste donc pas en une procédure d'arbitrage excluant une procédure devant les tribunaux publics. Par la procédure de recours selon ce Règlement de Recours, la possibilité est donnée au thérapeute de faire examiner, par une commission spécialisée, une décision de refus prise par le RME.

2. Domaine d'application

La procédure de recours est facultative. Si un thérapeute décide d'engager une procédure de recours, le présent Règlement de Recours règle cette procédure devant l'instance de recours.

3. Recours

Le thérapeute peut déposer un recours en exposant les raisons, par écrit, contre une décision du RME. Si un recours concerne l'enregistrement d'une autre méthode/qualification professionnelle ou le renouvellement d'un enregistrement, les décisions prises antérieurement par le RME ne pourront plus être remises en question dans ce recours.

4. Instance de recours

L'instance de recours est la Task Force du RME. Pour le traitement du recours, l'instance de recours peut former un comité d'au moins trois personnes.

5. Délai de recours / contenu de la demande de recours

Le thérapeute doit remettre au RME la demande de recours, exposant par écrit les raisons de ce recours et rédigée en français ou en allemand, dans les 30 jours après avoir reçu la décision du RME. Le délai de recours ne peut pas être prolongé.

La demande de recours doit contenir une requête formulant clairement les motifs invoqués, une explication des faits et les preuves à l'appui, ainsi que la signature du thérapeute ou de son représentant mandaté par écrit. L'instance de recours renvoie toute demande de recours peu claire, incomplète, irrespectueuse ou inconvenante et accorde au thérapeute un unique sursis de 15 jours pour l'amélioration de

la demande de recours. L'avis de sursis stipule que le recours ne sera pas ouvert, si le thérapeute laisse écouler ce délai sans apporter les améliorations demandées.

6. Nouvelles requêtes et faits nouveaux

Le thérapeute peut certes restreindre ses requêtes présentées lors de la demande d'enregistrement ou de renouvellement au RME, mais il ne peut ni les étendre, ni en modifier le contenu. Le thérapeute peut déposer de nouveaux arguments et éléments de preuve jusqu'au moment du traitement par l'instance de recours.

7. Procédure / éléments de preuve

Le RME se tient à la disposition de l'instance de recours pour les travaux de secrétariat et d'administration générale. Le RME se charge, pour le compte de l'instance de recours, de toute correspondance relative à la procédure de recours.

Le RME ne dispose d'aucun droit de vote au sein de l'instance de recours.

En règle générale, l'instance de recours prend ses décisions uniquement sur la base des actes déposés. La décision requérant l'obtention d'éléments de preuve supplémentaires est laissée à la libre appréciation de l'instance de recours. Il n'existe aucun droit d'accès aux documents.

8. Effet suspensif

Le délai de recours et le dépôt du recours ont un effet suspensif. Par sa décision, le RME peut retirer l'effet suspensif totalement ou partiellement, lorsque d'importantes raisons l'exigent. Le même droit revient à l'instance de recours pendant la procédure de recours.

Sont considérées comme raisons importantes, en particulier :

- l'irrecevabilité et l'inutilité évidentes d'un recours ;
- l'intérêt public qui ne peut être préservé que par le non-enregistrement d'un thérapeute resp. le non-renouvellement immédiat ou le retrait d'un enregistrement.

Le traitement du recours sera poursuivi – même si l'effet suspensif est retiré – conformément au Règlement de Recours.

L'effet suspensif ne dispense pas le thérapeute, même pendant la procédure de recours, d'accomplir la formation continue et qualifiante exigée conformément au Règlement de la Formation Continue et Qualifiante, d'en remettre la justification et de régler les taxes correspondantes.

9. Décision et notification de la décision

L'instance de recours examine exclusivement si la demande du thérapeute remplit les conditions du Règlement RME. Pour l'instance de recours, les faits constatés à la date où le thérapeute a déposé sa demande sont déterminants. Les faits survenus après cette date (p. ex. formations achevées a posteriori, etc.) ne sont pas retenus par l'instance de recours.

Les décisions de l'instance de recours sont prises avec une majorité simple.

Lorsque l'instance de recours reconnaît le bien-fondé d'un recours, elle recommande au RME d'enregistrer le thérapeute pour une ou plusieurs méthodes/qualifications professionnelles, de renouveler l'enregistrement ou de renoncer au retrait de l'enregistrement. Le RME suit cette recommandation, à condition qu'elle soit compatible avec les intérêts du RME.

La décision de refus de l'instance de recours ou de la recommandation de l'instance de recours au RME, rédigée en langue allemande, est communiquée au thérapeute par courrier recommandé.

10. Taxes de recours et frais de procédure

Les taxes de recours sont fixées par le Règlement des Taxes en vigueur. Dès réception de la demande de recours, l'instance de recours exige du thérapeute le paiement des taxes dans un délai imparti. En cas de non-paiement des taxes dans le délai imparti, le recours est considéré comme retiré.

Les taxes de recours, selon le Règlement des Taxes, sont remboursées uniquement si l'instance de recours reconnaît le bien-fondé du recours et constate dans sa recommandation au RME que le RME a commis une erreur d'évaluation, ou bien si le RME ne se conforme pas à la recommandation de l'instance de recours. En aucun cas, le RME ne prend à sa charge des frais (indemnisation des parties, pertes de gains etc.) encourus par le thérapeute dans le cadre d'une procédure de recours.

11. For juridique

Pour tout litige en rapport avec ce Règlement de Recours, sont seuls compétents les tribunaux administratifs du Canton de Bâle-Ville.

12. Entrée en vigueur

Ce Règlement de Recours, entrant en vigueur le 1er janvier 2024, est valable pour tous les recours déposés après cette date.

Octobre 2023